

Reportons-nous encore une fois à l'Ouest et à la taxe sur l'exportation du pétrole et du gaz imposée soudainement et sans consultation aux provinces productrices, effaçant littéralement des millions de dollars de revenus sur lesquels comptaient les provinces. Le gouvernement fédéral a imposé ces taxes sans consultation. Les provinces en ont été avisées par simple communiqué, discours télévisé ou autre chose de ce genre. Ce n'est pas une façon d'entretenir la confiance des provinces dans le gouvernement fédéral. Ce dernier ne devrait pas prendre de décisions soudaines de ce genre et en informer les provinces par communiqué. Il devrait au moins avoir la décence de le faire par téléphone. Nous avons un problème très grave dans ce pays et tant que nous ne changerons pas du tout au tout notre façon d'aborder les relations fédérales-provinciales, nous continuerons d'en avoir.

Passons maintenant à la recherche scientifique, qui n'a aucun rapport avec ce qui précède. Nous voulons savoir pourquoi les Canadiens ne sont pas heureux, pourquoi ils sont insatisfaits du gouvernement, pourquoi, ils ne semblent plus avoir confiance dans leurs parlementaires et pourquoi ils cherchent des changements radicaux. Quiconque s'intéresse au développement et au progrès de cette nation reconnaîtra que la recherche scientifique constitue une partie très fondamentale du développement de toute nation. Mais qu'a fait le gouvernement actuel? Nous avons été témoins d'une érosion continue de la recherche. On a littéralement chassé nos chercheurs du pays.

M. Maine: Avez-vous regardé les prévisions budgétaires?

M. Yewchuk: Oui, j'ai regardé les prévisions budgétaires.

M. Maine: Elles ont été augmentées.

M. Yewchuk: Elles ont moins augmenté que l'inflation dans le domaine scientifique. Si le député n'est pas d'accord, il pourra prendre la parole quand je me serai rassis, et il pourra exposer les faits comme il les voit. De toute façon, la communauté scientifique a été complètement sapée, et elle est complètement dégoûtée et découragée par la politique du gouvernement d'en face. Ils sont canadiens, eux aussi. Ce sont des Canadiens de toutes les parties du pays. Ils donnent des cours à nos étudiants dans toutes les universités et dans bien d'autres établissements, et ils sont complètement dégoûtés de l'appareil politique, parce qu'il se soucie peu des besoins réels mais beaucoup des avantages politiques.

Considérons nos forces de la défense nationale. Il y a une grosse base militaire dans ma circonscription.

M. Paproski: Celle qui était dans la mienne est en train de plier bagages.

M. Yewchuk: On est en train de démanteler celle qui se trouvait dans la circonscription du député d'Edmonton-Centre (M. Paproski).

M. Paproski: On nous enlève notre unité francophone.

M. Yewchuk: Voyons ce qui est arrivé au financement des forces de défense du pays. On voit facilement qu'elles ont sans cesse manqué de fonds, d'appui et de matériel. On ferme maintenant des bases partout, et on en déménage inutilement, choses qui semblent tout à fait ridicules et injustifiées.

M. Goyer: Ce n'est pas vrai.

M. Paproski: Vous n'avez pas la moindre idée de ce qui se passe.

Arrangements fiscaux fédéraux-provinciaux

M. Goyer: Il y a une augmentation de 12 p. 100 cette année.

M. Yewchuk: Voilà ce que fait le gouvernement d'en face, et il dit aux Canadiens que c'est de leur faute si le pays n'est pas uni. Je suggère encore une fois au gouvernement d'en face, y compris le ministre des Approvisionnements et Services (M. Goyer), de reconsidérer sérieusement sa politique au lieu d'adopter l'attitude réactionnaire que prend maintenant le ministre lorsqu'il part du principe que tout ce que dit l'Opposition est inexact.

M. Goyer: Vous ne lisez pas les documents.

M. Yewchuk: Il est grand temps que tous les membres du cabinet se rendent compte de ce qui se passe au pays.

M. Paproski: Combien les agents reçoivent-ils cette année?

• (1650)

M. Yewchuk: Je pense que si l'on considère aussi les droits des autochtones on verra qu'ils sont méconnus depuis dix ans, depuis que le gouvernement actuel est au pouvoir. On se trouve maintenant à remettre la question aux calendes grecques. On se demandera peut-être pourquoi les populations autochtones sont mécontentes du gouvernement? Quelle est la cause de leur tristesse? Comment s'explique la désunion? Il suffit de se reporter aux faits pour y trouver la réponse.

Environ un million de Canadiens sont en chômage et c'est ce qui me préoccupe le plus. Quelles que soient les statistiques que le ministre des Finances ou que le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration (M. Cullen) préfèrent citer, qu'ils affirment qu'il y a 750,000 chômeurs ou un million, il n'en demeure pas moins que ces chiffres restent extrêmement élevés. Le gouvernement dit à la population que pour régler le problème il suffit de manifester au Québec des sentiments amicaux et qu'ainsi tout le monde nagera soudainement dans le bonheur. Or si l'on en vient là, je suis convaincu que la réaction serait extrêmement déplaisante.

Le parti conservateur a uni notre pays il y a plus d'un siècle. C'est lui qui est l'auteur du mariage, pour ainsi dire des anglophones et des francophones. Ce sont les mots du premier ministre. Cette appellation ne me plaît pas mais c'est ainsi qu'il les désigne. A l'époque les anglophones et les francophones étaient unis. Cette union a duré pendant plus d'un siècle et maintenant le mariage fait naufrage. La perception qu'a le premier ministre de cette union est que le Québec est devenu une épouse susceptible qui veut simplement que son mari lui dise qu'il l'adore. Je crois que cette comparaison lui vient à l'esprit parce qu'il est lui-même un homme susceptible et qu'il projette sa propre image sur autrui.

La province de Québec a un nouveau premier ministre. Je ne veux pas m'en prendre à lui injustement car il vient juste d'arriver, mais je dois dire que jusqu'à maintenant je n'aime pas du tout ce que je vois. Il semble dire que l'épouse serait en l'occurrence le Québec alors que le reste du Canada jouerait le rôle du mari, c'est du moins ce que je suppose. Mais peut-être faudrait-il que ce soit l'inverse. Je disais donc que l'épouse a décidé de divorcer mais qu'elle est prête à cohabiter tant qu'elle y trouvera son intérêt. Il me semble que ce soit ainsi que le nouveau premier ministre du Québec voit les choses. Je dois dire que le premier ministre du Canada l'ancien comme l'actuel premier ministre du Québec, tous les trois se font une idée tout à fait erronée de notre pays et de ce qu'il est réellement.